Section 2

La situation financière du gouvernement en 2000-2001 et les emprunts du secteur public

Les opérations financières du gouvernement 3

Les revenus budgétaires 5
Les dépenses budgétaires 9
Les opérations non budgétaires 11
La dette représentant les déficits cumulés 13
Le financement 14
Les remboursements d'emprunts 20
La dette totale du gouvernement 21

Les emprunts et les investissements du secteur public 25

Données historiques et résultats préliminaires 31

Opérations financières du gouvernement du Québec

❏ Sommaire 31
❏ Revenus budgétaires 32
❏ Dépenses budgétaires 33
❏ Opérations non budgétaires 34
❏ Opérations de financement 36

Emprunts réalisés en 2000-2001 pour le Fonds consolidé du revenu 37
Emprunts réalisés en 2000-2001 pour les organismes consolidés 38
Emprunts réalisés en 2000-2001 par Financement-Québec 39
Emprunts réalisés en 2000 par Hydro-Québec 40

Annexes

2.1 Prévisions redressées du Discours sur le budget 2000-2001 et résultats préliminaires 2000-2001 selon la structure budgétaire 2001-2002 41

2.2 Résultats des organismes consolidés 45

Les opérations financières du gouvernement[1]

Surplus budgétaire de 500 millions de dollars en 2000-2001 après réserve pour la santé et les services sociaux, l'éducation, la solidarité sociale et la recherche

Les résultats préliminaires des opérations financières du gouvernement pour l'année se terminant le 31 mars 2001 indiquent un surplus budgétaire de 500 millions de dollars après réserve pour la santé et les services sociaux, l'éducation, la solidarité sociale et la recherche, ce qui permet de réduire la dette (déficits cumulés) d'un même montant.

Les revenus budgétaires consolidés de l'exercice financier 2000-2001 s'établissent à 50 903 millions de dollars, soit 2 607 millions de dollars de plus que ce qui était anticipé au dernier budget. Cet accroissement des revenus provient de révisions à la hausse de 1 739 millions de dollars des revenus autonomes et de 868 millions de dollars des transferts du gouvernement du Canada.

Quant aux dépenses budgétaires consolidées, elles sont révisées à la hausse de 1 157 millions de dollars. Elles s'établissent à 49 453 millions de dollars en 2000-2001. Cette variation reflète, d'une part, l'impact des ressources additionnelles allouées en cours d'exercice, notamment pour la santé et les services sociaux, ainsi que les nouvelles initiatives présentées dans le Discours sur le budget 2001-2002. De plus, le service de la dette est révisé à la hausse de 239 millions de dollars par rapport au niveau prévu au moment du dernier budget. Cette révision s'explique principalement par un dollar canadien plus faible vis-à-vis les autres monnaies, notamment le dollar américain et le yen, que ce qui était prévu au budget de mars dernier.

Par ailleurs, le présent budget annonce la constitution d'une réserve[2] de 950 millions de dollars à même les excédents budgétaires dégagés en 2000-2001. Cette somme sera utilisée au cours des prochaines années notamment à des fins de modernisation des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que pour de nouvelles initiatives en solidarité sociale et en recherche.

Besoins financiers nets de 432 millions de dollars : 42 millions de dollars de moins que prévu

Pour leur part, les besoins financiers nets consolidés sont révisés à 432 millions de dollars. Il s'agit d'une diminution de 42 millions de dollars par rapport à la prévision du budget de mars 2000.

En ce qui a trait aux opérations de financement, la variation de la dette directe est révisée à la hausse de 1 764 millions de dollars par rapport à la prévision initiale, en raison principalement d'emprunts de 1 477 millions de dollars effectués par anticipation afin de profiter de conditions de marché avantageuses. Cela a eu pour effet d'augmenter temporairement le niveau de l'encaisse.

---

(1) À des fins comparatives, les données de cette section ont été ajustées sur la base de la structure budgétaire et financière qui prévaudra en 2001-2002. Les redressements apportés aux prévisions du Discours sur le budget du 14 mars 2000 sont présentés à l'annexe 2.1.

(2) La section 4 présente les informations détaillées sur la constitution de la réserve.

TABLEAU 2.1

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES
(en millions de dollars)

	1999-2000			2000-2001
	Résultats réels [1]	**Discours sur le budget du 2000-03-14** [1]	**Résultats préliminaires** [2]	**Variations par rapport au budget**
Opérations budgétaires				
Revenus autonomes	41 047	40 990	42 729	1 739
Transferts du gouvernement du Canada	6 352	7 306	8 174	868
Total des revenus	47 399	48 296	50 903	2 607
Dépenses d'opérations	- 39 997	- 40 871	- 41 789	-918
Service de la dette	- 7 372	- 7 425	- 7 664	-239
Total des dépenses	- 47 369	- 48 296	- 49 453	- 1 157
Réserve pour la santé et les services sociaux, l'éducation, la solidarité sociale et la recherche	—	—	-950	-950
Surplus budgétaire après réserve	**30**	**0**	**500**	**500**
Opérations non budgétaires				
Placements, prêts et avances	- 2 022	- 871	- 1 638	-767
Immobilisations	- 359	- 435	- 386	49
Régimes de retraite	1 740	1 726	1 749	23
Autres comptes	1 328	- 894	- 657	237
Excédent (insuffisance) non budgétaire	**687**	**- 474**	**- 932**	**- 458**
Surplus (besoins) financiers nets	**717**	**- 474**	**- 432**	**42**
Opérations de financement				
Variation de l'encaisse	2 246	1 160	- 509	-1 669
Variation de la dette directe[3]	- 132	1 191	2 955	1 764
Fonds d'amortissement des régimes de retraite[4]	- 2 831	- 1 877	- 2 014	-137
Total du financement des opérations	**- 717**	**474**	**432**	**-42**

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction.

(1) À des fins de comparaison, les données ont été ajustées sur la base de la structure budgétaire et financière 2001-2002. Les redressements requis à l'égard des données du Discours sur le budget du 14 mars 2000 sont présentés à l'annexe 2.1.

(2) Les résultats préliminaires pour 2000-2001 sont établis sur la base des données réelles enregistrées d'avril 2000 à janvier 2001 et d'une estimation arrêtée au 16 mars 2001 des résultats des mois de février et mars pour lesquels des transactions seront inscrites, jusqu'à la fermeture des livres, aux opérations de l'année 2000-2001.

(3) La variation de la dette directe comprend les nouveaux emprunts diminués des remboursements d'emprunts.

(4) Ce fonds d'amortissement est destiné à recevoir des sommes afin de pourvoir éventuellement au versement des prestations de retraite qui sont à la charge du gouvernement, selon les dispositions des régimes de retraite des secteurs public et parapublic. Les revenus produits par ce fonds y sont accumulés et sont portés en diminution de la dépense d'intérêts inscrite à l'égard du passif au titre des régimes de retraite.

Les revenus budgétaires

Pour l'année financière 2000-2001, les revenus budgétaires s'élèvent à 50 903 millions de dollars, en hausse de 7,4 % par rapport à 1999-2000. La croissance des revenus autonomes est de 4,1 % alors que celle des transferts fédéraux atteint 28,7 %.

Les revenus autonomes

Revenus autonomes : 1,7 milliard de dollars de plus en raison de la bonne performance de l'économie

Les revenus autonomes sont plus élevés que prévu de 1 739 millions de dollars par rapport à la prévision du Discours sur le budget 2000-2001. La performance économique meilleure qu'anticipé en 2000 s'est traduite par une augmentation des revenus de l'impôt des particuliers, des cotisations au Fonds des services de santé et des taxes à la consommation. Par ailleurs, les revenus des organismes consolidés sont révisés à la baisse de 171 millions de dollars par rapport à ce qui était initialement prévu.

TABLEAU 2.2

SOMMAIRE DE L'ÉVOLUTION DES REVENUS AUTONOMES
(en millions de dollars)

	1999-2000	2000-2001			
	Résultats réels	Discours sur le budget du 2000-03-14	Résultats préliminaires	Variations par rapport au budget	Variations par rapport à 1999-2000
					(%)
Impôt sur le revenu des particuliers	16 029	15 748	17 006	1 258	6,1
Fonds des services de santé	4 291	4 198	4 458	260	3,9
Impôts des sociétés	3 643	4 121	4 192	71	15,1
Taxes à la consommation	8 819	9 202	9 522	320	8,0
Entreprises du gouvernement	3 943	3 428	3 457	29	– 12,3
Organismes consolidés	1 850	1 870	1 699	– 171	– 8,2
Autres sources	2 472	2 423	2 395	– 28	– 3,1
Total des revenus autonomes	**41 047**	**40 990**	**42 729**	**1 739**	**4,1**

Les revenus provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers et des cotisations au Fonds des services de santé sont majorés de 1 258 millions de dollars et de 260 millions de dollars respectivement. Ces révisions découlent principalement de la croissance plus forte que prévu de la rémunération.

De même, les revenus au titre des impôts des sociétés sont révisés à la hausse de 71 millions de dollars. Ce résultat est attribuable à une croissance des bénéfices des sociétés plus élevée qu'anticipé.

Les revenus des taxes à la consommation sont également plus importants que prévu, la révision atteignant 320 millions de dollars. Cette amélioration reflète principalement les revenus supplémentaires générés par la croissance soutenue de la consommation en 2000. Toutefois, des revenus moindres que prévu à l'égard de la taxe sur les carburants, en raison des prix élevés qui ont prévalu tout au cours de l'année, ainsi qu'à la taxe sur le tabac ont atténué ces impacts.

Les résultats préliminaires concernant les revenus des entreprises du gouvernement indiquent une hausse de 29 millions de dollars par rapport à la prévision initiale. En effet, la diminution des bénéfices de certaines entreprises est plus que compensée par une hausse des revenus d'Hydro-Québec.

Par ailleurs, tel que décrit à l'annexe 2.2, les revenus des organismes consolidés sont en baisse de 171 millions de dollars par rapport à la prévision du Discours sur le budget 2000-2001.

Enfin, en ce qui concerne la révision à la baisse aux autres sources, elle s'explique principalement par des revenus plus faibles à l'égard des ventes de biens et services et des droits et permis, notamment au titre des ressources naturelles, en raison de la chute du prix du bois d'œuvre résineux sur le marché nord-américain et d'un volume plus élevé que prévu de travaux sylvicoles. Toutefois, ces révisions sont partiellement compensées par des revenus d'intérêts plus élevés.

Les transferts fédéraux

Pour l'année financière 2000-2001, les revenus des transferts du gouvernement du Canada s'élèvent à 8 174 millions de dollars, une révision à la hausse de 868 millions de dollars par rapport à la prévision du Discours sur le budget de mars 2000. L'essentiel de cette révision s'explique par une progression plus marquée que prévu des revenus de péréquation.

TABLEAU 2.3

SOMMAIRE DE L'ÉVOLUTION DES TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT DU CANADA
(en millions de dollars)

	1999-2000				2000-2001
	Résultats réels	**Discours sur le budget du 2000-03-14**	**Résultats préliminaires**	**Variations par rapport au budget**	**Variations par rapport à 1999-2000**
					(%)
Péréquation	4 387	4 686	5 650	964	28,8
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 120	1 777	1 597	– 180	42,6
Contributions aux programmes de bien-être	11	—	—	—	—
FPE et autres transferts liés aux accords fiscaux	11	11	30	19	—
Autres programmes	553	576	648	72	17,2
Organismes consolidés	270	256	249	– 7	– 7,8
Total des transferts du gouvernement du Canada	**6 352**	**7 306**	**8 174**	**868**	**28,7**

Les revenus de péréquation sont supérieurs de 964 millions de dollars au niveau prévu au budget de l'an dernier. Un contexte économique plus favorable que prévu à l'échelle canadienne en 2000 s'est traduit par une progression plus forte qu'attendu des revenus des provinces utilisés pour établir les droits de péréquation, particulièrement ceux en provenance du secteur du pétrole et du gaz naturel. En outre, le gouvernement fédéral a revu à la hausse son évaluation des droits de péréquation afférents à l'année 1999-2000 et a procédé, en fin d'année 2000-2001, à un rajustement de ses paiements à cet effet. Hormis ces facteurs, les revenus de péréquation auraient connu une progression significativement plus faible en 2000-2001, reflétant en cela la bonne performance économique du Québec.

Toutefois, l'application d'une disposition qui plafonne les montants versés aux provinces en vertu du programme de péréquation a amputé de quelque 490 millions de dollars les sommes dues au Québec pour l'année 1999-2000. Le gouvernement fédéral a cependant présenté un projet de loi qui abolira rétroactivement le plafond de la péréquation pour 1999-2000, si bien que cette somme devrait être versée au Québec au cours de l'année 2001-2002.

Les revenus au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) montrent une révision à la baisse de 180 millions de dollars qui traduit l'augmentation de la valeur du transfert fiscal utilisé pour les fins du calcul du TCSPS, ce qui réduit d'autant les versements en espèces au Québec.

Quant aux autres programmes de transferts fédéraux, les revenus sont réévalués à la hausse de 72 millions de dollars principalement en raison de rajustements aux versements relatifs à la période 1990-1998 en vertu du programme de réadaptation professionnelle des personnes handicapées.

Les dépenses budgétaires

Ressources additionnelles allouées principalement au secteur de la santé et des services sociaux

Les dépenses budgétaires s'établissent à 49 453 millions de dollars pour l'année financière 2000-2001, soit 1 157 millions de dollars de plus que prévu au Discours sur le budget du 14 mars 2000. Cette augmentation résulte principalement des ressources additionnelles allouées dans le secteur de la santé et des services sociaux et des nouvelles initiatives annoncées au présent budget. Au total, les dépenses budgétaires montrent une augmentation de 4,4 % par rapport à 1999-2000, ce qui est inférieur à la croissance du PIB nominal de 6,9 %.

TABLEAU 2.4

SOMMAIRE DE L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	1999-2000				2000-2001
	Résultats réels	**Discours sur le budget du 2000-03-14**	**Résultats préliminaires**	**Variations par rapport au budget**	**Variations par rapport à 1999-2000**
					(%)
Objectif de dépenses de programmes	38 704	39 503	39 503	—	2,1
Relèvement de l'objectif	—	—	1 188	1 188	—
Dépenses de programmes	38 704	39 503	40 691	1 188	5,1
Organismes consolidés	1 293	1 368	1 098	– 270	– 15,1
Total des dépenses d'opérations	**39 997**	**40 871**	**41 789**	**918**	**4,5**
Service de la dette					
Fonds consolidé du revenu					
Service de la dette directe	4 119	4 157	4 434	277	7,6
Régimes de retraite	2 632	2 593	2 562	– 31	– 2,7
	6 751	6 750	6 996	246	3,6
Organismes consolidés	621	675	668	– 7	7,6
Total du service de la dette	**7 372**	**7 425**	**7 664**	**239**	**4,0**
Total des dépenses budgétaires	**47 369**	**48 296**	**49 453**	**1 157**	**4,4**

Les dépenses d'opérations

Les dépenses d'opérations sont révisées à 41 789 millions de dollars, soit 918 millions de dollars de plus que prévu au Discours sur le budget de mars 2000.

Le présent budget fait état d'un relèvement de l'objectif de dépenses de programmes de 1 188 millions de dollars en 2000-2001. Ce relèvement résulte de ressources additionnelles de 611 millions de dollars allouées au secteur de la santé et des services sociaux, dont près des deux tiers découlent de divers facteurs de croissance des coûts dans le réseau. De plus, les dépenses de la Régie de l'assurance-maladie du Québec ont été révisées à la hausse de 200 millions de dollars en raison de l'impact des nouvelles ententes conclues avec les fédérations médicales ainsi que des coûts additionnels du programme de médicaments pour les personnes âgées et les prestataires de la sécurité du revenu.

Des dépassements nets de 388 millions de dollars ont été identifiés dans d'autres ministères, notamment près de 118 millions de dollars représentant la contribution du gouvernement à titre d'employeur au financement des bonifications aux régimes de retraite suite aux nouvelles conventions collectives, 95 millions de dollars en raison du nombre plus élevé que prévu de ménages à la sécurité du revenu et 70 millions de dollars en raison de la popularité plus grande que prévu du programme de branchement des familles à Internet.

Enfin, les nouvelles initiatives annoncées au présent Discours sur le budget ont entraîné un relèvement des dépenses de programmes de 189 millions de dollars.

Par ailleurs, tel que décrit à l'annexe 2.2, les dépenses des organismes consolidés sont révisées à la baisse de 270 millions de dollars par rapport au Discours sur le budget de mars 2000.

Le service de la dette

Les résultats prévus du service de la dette s'établissent à 7 664 millions de dollars, dont 4 434 millions de dollars pour le service de la dette directe, 2 562 millions de dollars pour les intérêts sur le passif net au titre des régimes de retraite et 668 millions de dollars pour le service de la dette des organismes consolidés. Il s'agit d'une révision à la hausse de 239 millions de dollars par rapport à la prévision du Discours sur le budget 2000-2001.

Cette variation reflète essentiellement l'augmentation de 277 millions de dollars du service de la dette directe provenant en majeure partie d'un dollar canadien plus faible que prévu principalement vis-à-vis le dollar américain et le yen. Par ailleurs, la dépense d'intérêts au titre des régimes de retraite est revue à la baisse de 31 millions de dollars suite à l'augmentation des dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite. Les revenus de ce fonds sont comptabilisés en réduction de la dépense d'intérêts inscrite à l'égard du passif au titre des régimes de retraite.

Les opérations non budgétaires

Les besoins financiers nets provenant des opérations non budgétaires s'établissent à 932 millions de dollars, soit 458 millions de dollars de plus que prévu au Discours sur le budget de mars 2000.

TABLEAU 2.5

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

			2000-2001
	Discours sur le budget du 2000-03-14	**Résultats préliminaires**	**Variations**
Fonds consolidé du revenu			
Placements, prêts et avances			
Entreprises du gouvernement	– 1 120	– 1 574	– 454
Municipalités, organismes municipaux, particuliers, sociétés et autres	237	– 161	– 398
	– 883	– 1 735	– 852
Immobilisations	184	189	5
Régimes de retraite	1 726	1 749	23
Autres comptes	– 944	– 521	423
Total du Fonds consolidé du revenu	**83**	**– 318**	**– 401**
Organismes consolidés	**– 557**	**– 614** [(1)]	**– 57**
Excédent (insuffisance) non budgétaire	**– 474**	**– 932**	**– 458**

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.
(1) Détail présenté au tableau 2.17.

Les résultats préliminaires au titre des placements, prêts et avances montrent une hausse des besoins de fonds de 852 millions de dollars par rapport à ce qui était prévu initialement. Cet écart s'explique du fait que certaines dispositions d'actifs n'ont pas été réalisées en raison de conditions de marché peu favorables.

L'augmentation de 5 millions de dollars au titre des immobilisations provient essentiellement des investissements nets des ministères et organismes qui se sont avérés moins élevés que prévu au moment du dernier budget.

Le surplus annuel du passif au titre des régimes de retraite, estimé à 1 726 millions de dollars au dernier budget, a été révisé à la hausse de 23 millions de dollars pour s'établir à 1 749 millions de dollars. Cette variation découle d'une révision à la hausse de 130 millions de dollars qui résulte essentiellement de l'augmentation des contributions du gouvernement à titre d'employeur qui est compensée par des déboursés supérieurs à ceux initialement prévus de 107 millions de dollars.

Les opérations reliées aux autres comptes non budgétaires représentent les variations d'une année à l'autre des autres postes comptables. Ces comptes, qui comprennent notamment les espèces et effets en main, les chèques en circulation, les comptes à recevoir et les comptes à payer, peuvent connaître des fluctuations importantes en raison de la variabilité des encaissements et des déboursés du gouvernement. Ainsi, pour l'année 2000-2001, le solde des autres comptes présente une hausse de 423 millions de dollars par rapport au Discours sur le budget de mars 2000.

En ce qui a trait aux organismes consolidés, la révision à la baisse de 57 millions de dollars provient principalement d'encaissements moins rapides que prévu à certains fonds spéciaux.

La dette représentant les déficits cumulés

Le Québec affichera un surplus budgétaire en 2000-2001 pour une troisième année consécutive. Le surplus prévu de 500 millions de dollars pour le présent exercice financier permettra de réduire la dette (déficits cumulés) au 31 mars 2001 d'un même montant.

Ce concept de dette correspond au cumul des déficits et des surplus budgétaires réalisés au fil des ans. Plusieurs juridictions canadiennes utilisent des concepts de surplus ou de déficits cumulés à titre d'indicateur de l'évolution de leur situation financière. D'ailleurs, cet indicateur est présenté depuis plusieurs années dans les Comptes publics du Québec.

Il est important de préciser qu'il existe une distinction entre la réduction de la dette représentant les déficits cumulés et la réduction des emprunts du gouvernement. En effet, le gouvernement peut par exemple décider d'augmenter ses emprunts au cours d'un exercice financier pour profiter de conditions avantageuses sur les marchés, sans que la dette représentant les déficits cumulés ne soit affectée.

Ainsi, les surplus prévus à la fin du présent exercice financier permettront de réduire la dette (déficits cumulés) de 82 193 millions de dollars au 31 mars 2000 à 81 693 millions de dollars au 31 mars 2001.

ÉVOLUTION DE LA DETTE REPRÉSENTANT LES DÉFICITS CUMULÉS
(en millions de dollars)

	Au 31 mars		
	2000	**2001[1]**	**Variation**
Dette directe consolidée[2]	61 209	63 708	2 499
Passif net au titre des régimes de retraite	39 337	39 072	– 265
Dette totale[2]	**100 546**	**102 780**	**2 234**
Moins : avoirs financiers et immobilisations nets des autres éléments de passif	– 18 353	– 21 087	– 2 734
Dette représentant les déficits cumulés	**82 193**	**81 693**	**– 500**
Surplus budgétaire après réserve		**500**	

(1) Résultats préliminaires.
(2) Excluant des emprunts effectués par anticipation de 506 millions de dollars en 1999-2000 et 1 477 millions de dollars en 2000-2001. En incluant les emprunts effectués par anticipation la dette totale atteint 101 052 millions de dollars en 1999-2000 et 104 257 millions de dollars en 2000-2001.

Le financement

Les résultats préliminaires indiquent que la variation de la dette directe s'établit à 2 955 millions de dollars, soit 1 764 millions de dollars de plus que prévu lors du Discours sur le budget 2000-2001. Les emprunts réalisés au cours de l'exercice financier 2000-2001 sont de 8 581 millions de dollars (7 580 millions de dollars pour le Fonds consolidé du revenu et 1 001 millions de dollars pour les organismes consolidés), soit 2 356 millions de dollars de plus que prévu dans le dernier Discours sur le budget.

TABLEAU 2.6

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT
(en millions de dollars)

			2000-2001
	Discours sur le budget du 2000-03-14	**Résultats préliminaires**	**Variations**
Variation de l'encaisse			
Fonds consolidé du revenu	758	– 971	– 1 729
Organismes consolidés	402	462	60
Total de la variation de l'encaisse	**1 160**	**– 509**	**– 1 669**
Variation de la dette directe			
Fonds consolidé du revenu			
Nouveaux emprunts	5 270	7 580	2 310
Remboursements d'emprunts	– 4 151	– 4 595	– 444
	1 119	2 985	1 866
Organismes consolidés			
Nouveaux emprunts	955	1 001	46
Remboursements d'emprunts	– 883	– 1 031	– 148
	72	– 30	– 102
Total de la variation de la dette directe	**1 191**	**2 955**	**1 764**
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	**– 1 877**	**– 2 014**	**– 137**
Total du financement des opérations	**474**	**432**	**– 42**

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction.

Financement du Fonds consolidé du revenu

Les résultats préliminaires indiquent que la variation de la dette directe du Fonds consolidé du revenu s'établit à 2 985 millions de dollars, soit 1 866 millions de dollars de plus que le montant prévu au Discours sur le budget 2000-2001. Les emprunts réalisés au cours de l'exercice financier 2000-2001 sont de 7 580 millions de dollars, ce qui représente 2 310 millions de dollars de plus que prévu au dernier budget. Cette hausse des emprunts réalisés découle principalement de la décision qui a été prise de profiter de conditions de marché avantageuses pour effectuer, à la fin de 2000-2001, des emprunts qui auraient normalement été effectués au début de 2001-2002. Ces opérations de préfinancement se sont élevées à 1 477 millions de dollars. La hausse des emprunts s'explique également par le fait que les remboursements ont été plus élevés que prévu de 444 millions de dollars, alors que des dépôts additionnels de 137 millions de dollars ont été effectués au Fonds d'amortissement des régimes de retraite.

Par ailleurs, les emprunts réalisés par anticipation font en sorte que le niveau de l'encaisse est augmenté de 971 millions de dollars, alors qu'une réduction de 758 millions de dollars était prévue lors du Discours sur le budget de l'an dernier.

Financement des organismes consolidés

Les résultats préliminaires indiquent que la variation de la dette directe des organismes consolidés s'établit à 30 millions de dollars. Il s'agit d'une révision à la baisse de 102 millions de dollars par rapport à la prévision du Discours sur le budget de mars dernier. Les remboursements d'emprunts réalisés au cours de l'exercice financier 2000-2001 sont de 1 031 millions de dollars, en hausse de 148 millions de dollars par rapport au montant prévu au dernier Discours sur le budget.

Cette révision s'explique premièrement par une baisse de 60 millions de dollars des besoins de financement à long terme, le financement prévu étant plutôt réalisé à même une réduction de l'encaisse. Deuxièmement, les prévisions des besoins financiers nets des organismes consolidés ont été réduites de 42 millions de dollars. Finalement, les emprunts réalisés au cours de l'exercice financier sont révisés à la hausse de 46 millions de dollars.

Les emprunts

Au total, le gouvernement a réalisé des emprunts de 8 581 millions de dollars en 2000-2001, dont 7 580 millions de dollars pour les besoins du Fonds consolidé du revenu (incluant 2 014 millions de dollars afin d'effectuer les dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite) et 1 001 millions de dollars pour les organismes consolidés.

La réalisation du programme de financement a été caractérisée par l'excellente réceptivité des marchés financiers à l'égard des titres du Québec.

Au total, 76 % du programme de financement, soit 6 543 millions de dollars, a été effectué sur le marché canadien. Le gouvernement a réalisé sur ce marché sept émissions publiques d'obligations négociables, pour un montant total de 2 869 millions de dollars, ainsi que des émissions à rendement réel pour un montant total de 143 millions de dollars. Par ailleurs, des placements privés d'un montant de 2 267 millions de dollars ont été effectués auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec. De plus, 741 millions de dollars ont été obtenus par l'émission de billets à moyen terme. Finalement, les produits d'épargne vendus par Placements Québec devraient procurer au gouvernement 520 millions de dollars en financement.

Des emprunts totalisant 2 038 millions de dollars, soit 24 % du programme de financement, ont été réalisés sur les marchés étrangers dans le cadre de la stratégie de diversification des sources de financement du gouvernement. Trois émissions d'obligations y ont été réalisées. Premièrement, une émission mondiale d'obligations en dollars américains, d'un montant de 1 milliard de dollars américains (1 493 millions de dollars canadiens), a été réalisée en janvier 2001. Ensuite, une émission d'obligations sur le marché de l'euro, pour un montant de 150 millions d'euro (213 millions de dollars canadiens), a été effectuée. Cette émission était destinée au marché de détail. Enfin, le gouvernement a réalisé une première émission publique d'obligations sur le marché australien pour un montant de 400 millions de dollars australiens (315 millions de dollars canadiens). À cet égard, le Québec a été le premier gouvernement au Canada à réaliser une émission publique d'obligations sur ce marché.

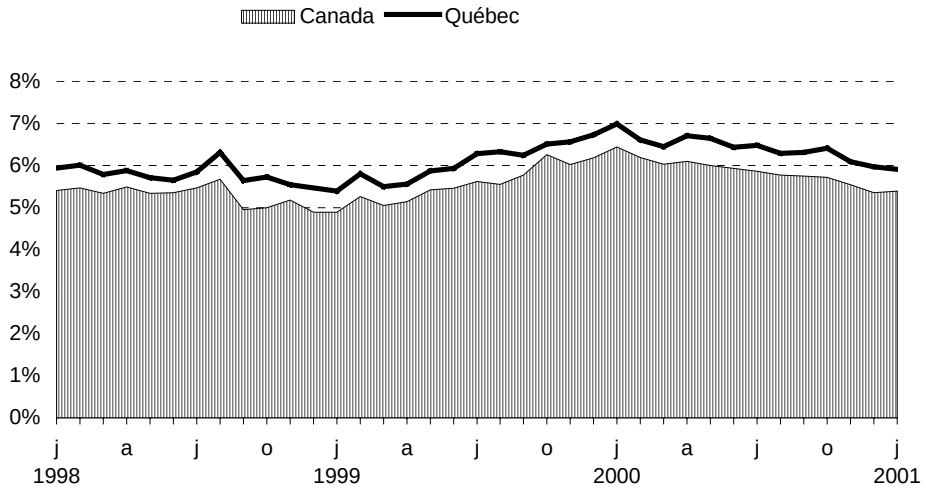
TABLEAU 2.7

SOMMAIRE DES EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2000-2001
(en millions de dollars)

Devises d'emprunts et marchés	Fonds consolidé du revenu	Organismes consolidés	Total	
				(%)
Dollar canadien				
Marché canadien				
Émissions publiques				
Obligations négociables	2 813	56	2 869	43,8
Obligations à rendement réel	143	—	143	2,2
Billets à moyen terme	696	45	741	11,3
Émissions privées				
Caisse de dépôt et placement du Québec	1 367	900	2 267	34,7
Fonds de placement du régime de pensions du Canada	6	—	6	—
Produits d'épargne	520	—	520	8,0
Programme immigrants-investisseurs	1	—	1	—
Variation de la dette résultant de transactions d'échange de devises	– 4	—	– 4	—
Sous-total	**5 542**	**1 001**	**6 543**	**76,3**
Dollar américain				
Émission publique				
Obligations négociables	1 493	—	1 493	100,0
Sous-total	**1 493**	—	**1 493**	**17,4**
Autres devises				
Émissions publiques				
Euro	213	—	213	39,1
Dollar australien	315	—	315	57,8
Billets à moyen terme				
Euro	17	—	17	3,1
Sous-total	**545**	—	**545**	**6,3**
Total	**7 580**	**1 001**	**8 581**	**100,0**

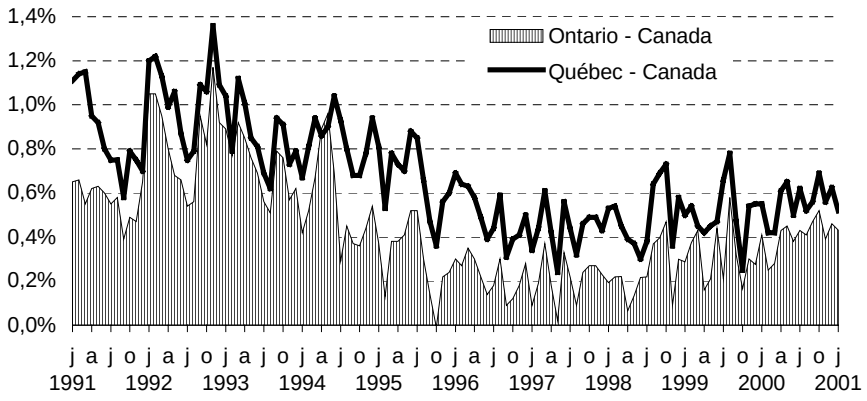
GRAPHIQUE 2.1

TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES À LONG TERME (10 ANS) DES GOUVERNEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA



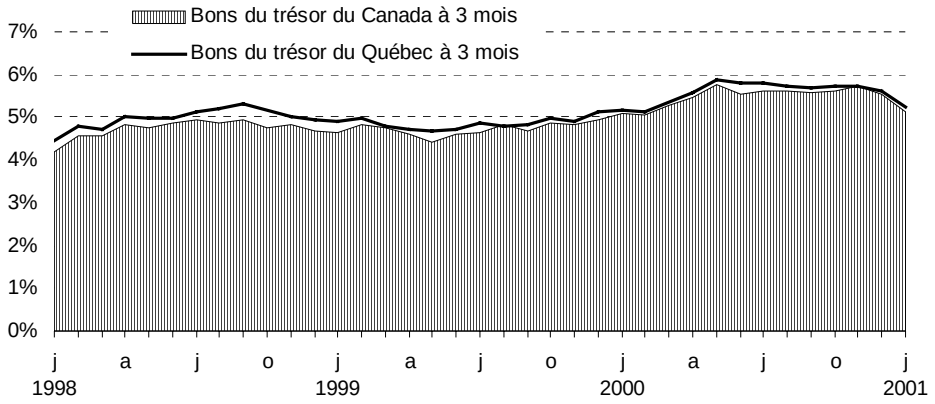
GRAPHIQUE 2.2

ÉCART ENTRE LES TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES À LONG TERME (10 ANS)



GRAPHIQUE 2.3

TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES À COURT TERME



Les remboursements d'emprunts

Les résultats préliminaires indiquent que les remboursements d'emprunts pour l'exercice financier 2000-2001 du Fonds consolidé du revenu et des organismes consolidés s'élèvent à 5 626 millions de dollars, soit 592 millions de dollars de plus que prévu lors du Discours sur le budget du 14 mars 2000.

Remboursements d'emprunts du Fonds consolidé du revenu

Les résultats préliminaires indiquent que les remboursements d'emprunts du Fonds consolidé du revenu s'élèvent à 4 595 millions de dollars, soit 444 millions de dollars de plus que prévu lors du Discours sur le budget de mars dernier.

Cette hausse s'explique principalement par des remboursements de produits d'épargne plus élevés, par des revenus plus élevés que prévu du Fonds d'amortissement des emprunts, qui sont comptabilisés comme remboursements, et enfin, par des paiements effectués en vertu de la politique de crédit relative aux conventions d'échange de taux d'intérêt et de devises.

Remboursements d'emprunts des organismes consolidés

Les résultats préliminaires indiquent que les remboursements d'emprunts des organismes consolidés pour l'exercice financier 2000-2001 s'élèvent à 1 031 millions de dollars, soit 148 millions de dollars de plus que prévu dans le dernier Discours sur le budget.

La dette totale du gouvernement

La dette totale du gouvernement comprend la dette directe consolidée et le passif net au titre des régimes de retraite. La dette directe consolidée est la somme de la dette directe du Fonds consolidé du revenu et de la dette des organismes consolidés. Le passif net au titre des régimes de retraite représente, pour sa part, le passif au titre des régimes de retraite dont on soustrait le solde du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR), un actif qui pourra éventuellement être utilisé pour payer les prestations de retraite des employés des secteurs public et parapublic.

Selon les données préliminaires, la dette directe consolidée s'établit à 65 185 millions de dollars au 31 mars 2001, soit 61 396 millions de dollars à titre de dette directe du Fonds consolidé du revenu et 3 789 millions de dollars à titre de dette des organismes consolidés.

Il faut noter qu'un montant de 1 477 millions de dollars est inclus dans la dette directe consolidée et représente des emprunts réalisés par anticipation en 2000-2001 qui serviront à combler une partie des emprunts à effectuer en 2001-2002. Ainsi, en excluant ces emprunts effectués par anticipation, la dette directe consolidée du gouvernement du Québec s'établit à 63 708 millions de dollars au 31 mars 2001, dont 59 919 millions de dollars à titre de dette directe du Fonds consolidé du revenu.

Le passif net au titre des régimes de retraite s'établit à 39 072 millions de dollars au 31 mars 2001. Il est composé d'une somme de 46 126 millions de dollars à titre de passif des régimes de retraite duquel on soustrait la valeur du FARR de 7 054 millions de dollars.

En excluant les emprunts effectués par anticipation, la dette totale est donc de 102 780 millions de dollars.

TABLEAU 2.8

DETTE TOTALE DU GOUVERNEMENT PRÉVUE AU 31 MARS 2001
(en millions de dollars)

	Dette directe consolidée				
	Dette directe du Fonds consolidé du revenu	**Organismes consolidés**	**Total**	**Passif au titre des régimes de retraite**	**Dette totale**
Dette prévue au 31 mars 2001	61 396	3 789	65 185	46 126	111 311
Fonds d'amortissement des régimes de retraite	—	—	—	– 7 054	– 7 054
Emprunts effectués par anticipation	– 1 477	—	– 1 477	—	– 1 477
Total	**59 919**	**3 789**	**63 708**	**39 072**	**102 780**

Structure de la dette totale du gouvernement

Au 31 mars 2001, la proportion de la dette directe consolidée libellée en dollars canadiens est de 68,0 %, la part en devises étrangères s'établissant à 32,0 %. Si l'on considère également le passif net au titre des régimes de retraite, dont la totalité des engagements sont en dollars canadiens, la proportion de la dette totale en dollars canadiens s'élève à 80,0 %.

TABLEAU 2.9

DETTE TOTALE DU GOUVERNEMENT PRÉVUE AU 31 MARS 2001
INCLUANT L'EFFET DES TRANSACTIONS D'ÉCHANGE DE DEVISES
(en millions de dollars)

	Dette directe consolidée							
Monnaies	**Dette directe du Fonds consolidé du revenu**	**(%)**	**Organismes consolidés**	**Total**	**(%)**	**Passif net au titre des régimes de retraite**	**Dette totale**	**(%)**
Dollar canadien	40 691	66,3	3 671	44 362	68,0	39 072	83 434	80,0
Dollar américain	13 166	21,4	118	13 284	20,4	—	13 284	12,7
Yen	5 385	8,8	—	5 385	8,3	—	5 385	5,2
Franc suisse	2 154	3,5	—	2 154	3,3	—	2 154	2,1
Euro	—	—	—	—	—	—	—	—
Livre sterling	—	—	—	—	—	—	—	—
Sous-total	**61 396**	**100,0**	**3 789**	**65 185**	**100,0**	**39 072**	**104 257**	**100,0**
Emprunts effectués par anticipation	**– 1 477**		**—**	**– 1 477**		**—**	**– 1 477**	
Total	**59 919**		**3 789**	**63 708**		**39 072**	**102 780**	

N.B.: La dette en monnaies étrangères est exprimée en équivalent canadien selon les taux de change au 28 février 2001.

Structure de la dette directe du Fonds consolidé du revenu

La part de la dette directe du Fonds consolidé du revenu en dollars canadiens est de 66,3 % et celle en devises étrangères est de 33,7 %. Par ailleurs, la part à taux fixe s'établit à 53,4 % à la fin du présent exercice financier, alors que la part à taux variable est de 46,6 %.

L'échéance moyenne pondérée de cette dette, excluant les obligations d'épargne et les bons du trésor, augmente de 11,4 ans au 31 mars 2000 à 11,8 ans au 31 mars 2001.

L'encours des produits d'épargne devrait s'établir à 2 688 millions de dollars et représenter 4,4 % de cette dette. L'encours des bons du trésor se situe à 1 772 millions de dollars, soit 2,9 % de la dette directe du Fonds consolidé du revenu.

Passif net au titre des régimes de retraite

Le passif au titre des régimes de retraite constitue la valeur comptabilisée des engagements pris par le gouvernement à l'égard des régimes de retraite des employés des secteurs public et parapublic. Au 31 mars 2001, cette valeur s'élève à 46 126 millions de dollars.

Le gouvernement a créé, en 1993, le Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) qui constitue une réserve liquide qui pourra éventuellement être utilisée pour payer les prestations de retraite des employés des secteurs public et parapublic. Il est géré par la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ).

Au 31 mars 2001, la valeur du FARR s'établit à 7 054 millions de dollars, en hausse de 2 014 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent en raison des dépôts de 1 606 millions de dollars effectués par le gouvernement en 2000-2001 et des revenus de placements de 408 millions de dollars.(1)

Ainsi, au 31 mars 2001, le passif net au titre des régimes de retraite s'établit à 39 072 millions de dollars.

Pour effectuer des dépôts au FARR, le gouvernement emprunte sur les marchés financiers. Il est important de noter que les dépôts au FARR n'affectent pas la dette totale du gouvernement. En effet, le montant de l'emprunt réalisé pour effectuer le dépôt au FARR augmente la dette directe du Fonds consolidé du revenu mais diminue simultanément, et du même montant, le passif net au titre des régimes de retraite.

Pour analyser l'évolution des composantes de la dette directe du Fonds consolidé du revenu d'un exercice à l'autre, il est important d'exclure l'impact du FARR.

Ainsi, comme le montre le tableau qui suit, la dette directe du Fonds consolidé du revenu a augmenté de 2 263 millions de dollars entre les 31 mars 2000 et 2001 (après correction pour tenir compte des emprunts réalisés par anticipation). Cette hausse est cependant due essentiellement au fait que des dépôts importants ont été effectués au FARR en 2000-2001. En effet, en retranchant de la dette directe du Fonds consolidé du revenu la valeur du FARR au 31 mars de chacun des exercices, on constate qu'en l'absence du FARR, la dette directe du Fonds consolidé du revenu aurait augmenté de 249 millions de dollars, alors que le passif au titre des régimes de retraite aurait augmenté de 1 749 millions de dollars.

(1) Les revenus de placements du FARR sont calculés à l'aide du taux de rendement utilisé pour les évaluations actuarielles des régimes de retraite. Ce taux est modifié à tous les trois ans, lorsque de nouvelles évaluations actuarielles sont réalisées, et une correction est alors apportée aux revenus du Fonds pour refléter les revenus réels enregistrés au cours des trois années écoulées.

TABLEAU 2.10

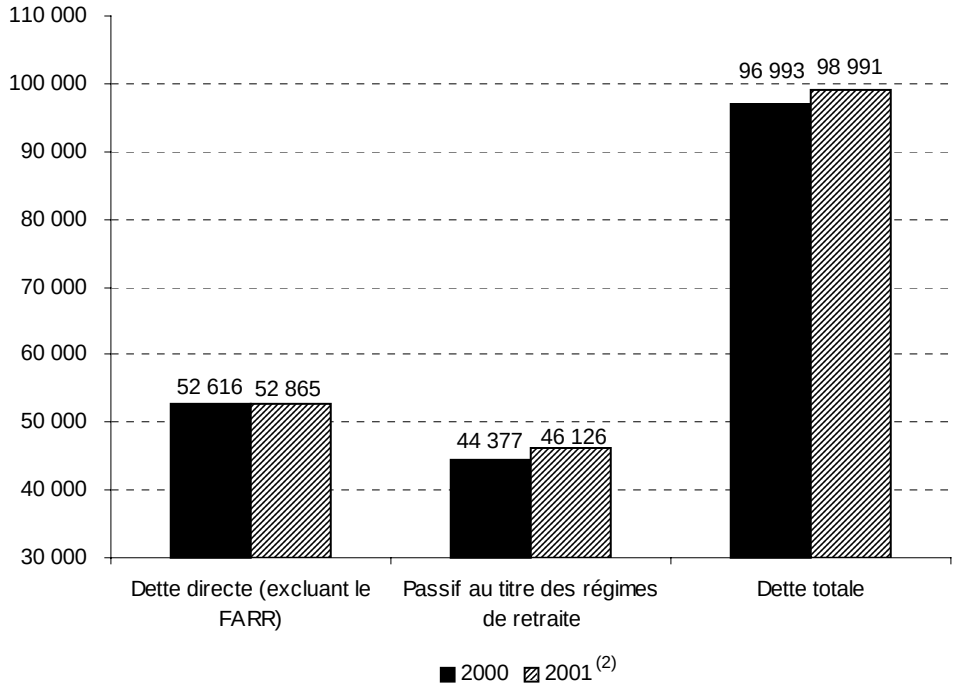
IMPACT DU FARR SUR LA DETTE DIRECTE ET LE PASSIF AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE[(1)]
(en millions de dollars)

			Au 31 mars
	2000	**2001[(2)]**	**Variations**
Dette directe (incluant le FARR et les emprunts effectués par anticipation)	58 162	61 396	3 234
Emprunts effectués par anticipation	– 506	– 1 477	– 971
Dette directe (incluant le FARR)	57 656	59 919	2 263
Solde du FARR	– 5 040	– 7 054	– 2 014
Dette directe (excluant le FARR)	**52 616**	**52 865**	**249**
Passif net au titre des régimes de retraite	39 337	39 072	– 265
Solde du FARR	5 040	7 054	2 014
Passif au titre des régimes de retraite	**44 377**	**46 126**	**1 749**
Dette totale	**96 993**	**98 991**	**1 998**

(1) Excluant la dette des organismes consolidés.
(2) Résultats préliminaires.

GRAPHIQUE 2.4

DETTE DIRECTE (EXCLUANT LE FARR), PASSIF AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET DETTE TOTALE[(1)]
(en millions de dollars)



(1) Excluant la dette des organismes consolidés.
(2) Résultats préliminaires.

Les emprunts et les investissements du secteur public

Au cours de l'année civile 2000, les emprunts bruts à long terme du secteur public ont totalisé 13 690 millions de dollars, une diminution de 10 millions de dollars par rapport à l'année précédente.

TABLEAU 2.11

EMPRUNTS À LONG TERME DU SECTEUR PUBLIC
(en millions de dollars)

					Années civiles
	1996	**1997**	**1998**	**1999**	**2000[1]**
Emprunts bruts					
Gouvernement[2]	6 984	8 351	8 382	7 126	5 711
Institutions d'enseignement	1 259	881	468	982	2 166
Établissements de santé et de services sociaux	750	570	453	504	454
Hydro-Québec[3]	1 792	1 884	2 481	2 220	2 078
Autres entreprises du gouvernement	1 361	1 117	105	699	984
Organismes municipaux	2 575	2 086	2 167	2 169	2 297
Total	**14 721**	**14 889**	**14 056**	**13 700**	**13 690**
Remboursements	**10 015**	**12 259**	**13 069**	**9 939**	**13 550**
Emprunts nets	**4 706**	**2 630**	**987**	**3 761**	**140**

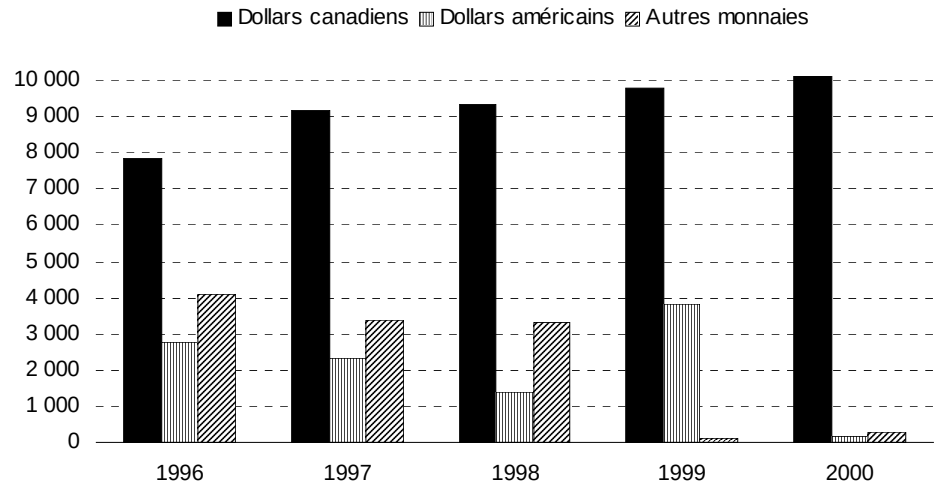
(1) Résultats préliminaires.
(2) Montants empruntés durant l'année civile pour les besoins du Fonds consolidé du revenu, à l'exclusion du montant net des emprunts à moins d'un an au titre des opérations de financement à long terme, ce qui diffère de la liste des emprunts réalisés sur la base de l'année financière présentée plus loin dans ce document. Ces montants excluent aussi les emprunts effectués pour les besoins des organismes consolidés, des organismes non consolidés et de Financement-Québec, qui sont répartis dans les organismes et réseaux auxquels ils étaient destinés.
(3) Montants empruntés durant l'année civile, à l'exclusion du montant net des emprunts à moins d'un an au titre des opérations de financement à long terme.

Les emprunts bruts libellés en dollars canadiens ont totalisé 13 243 millions de dollars en 2000, ce qui représente 96,7 % des emprunts totaux du secteur public. Quant aux emprunts bruts libellés en dollars américains, ils ont atteint 192 millions de dollars, soit 1,4 % du total, alors que les emprunts dans les autres monnaies s'établissaient à 255 millions de dollars, ce qui représente 1,9 % du total.

Par ailleurs, compte tenu des remboursements, les emprunts nets du secteur public sont évalués à 140 millions de dollars en 2000. Le rapport des emprunts nets au produit intérieur brut est passé de 1,84 % du PIB en 1999 à 0,06 % en 2000.

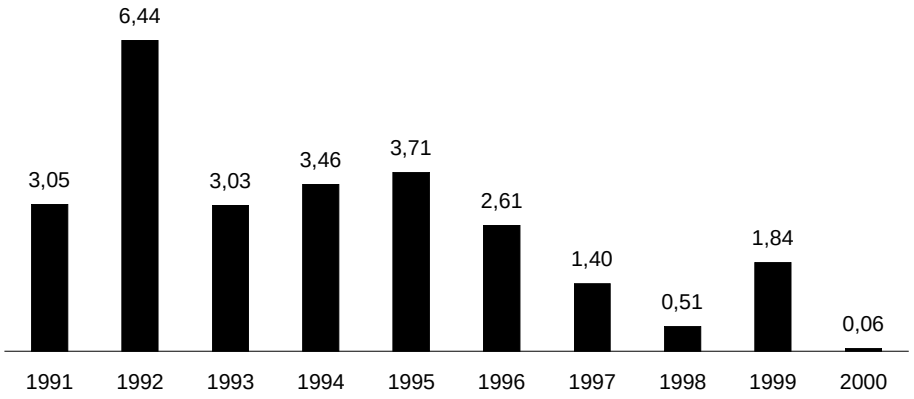
GRAPHIQUE 2.5

EMPRUNTS BRUTS DU SECTEUR PUBLIC PAR MONNAIE
(en millions de dollars)



GRAPHIQUE 2.6

EMPRUNTS NETS DU SECTEUR PUBLIC PAR RAPPORT AU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT
(en pourcentage)



En 2000, les investissements du secteur public ont été de 7 338 millions de dollars, une augmentation de 1 155 millions de dollars par rapport à l'année précédente.

TABLEAU 2.12

INVESTISSEMENTS DU SECTEUR PUBLIC
(en millions de dollars)

	Années civiles				
	1996	**1997**	**1998**	**1999**	**2000[1]**
Gouvernement[2]	878	799	924	955	1 005
Institutions d'enseignement[3]	681	818	639	939	897
Établissements de santé et de services sociaux[3]	448	409	628	623	833
Hydro-Québec[4]	2 047	1 571	1 986	1 457	1 660
Autres entreprises du gouvernement[5]	393	463	454	506	1 017
Organismes municipaux[6]	2 142	1 948	1 941	1 703	1 926
Total	**6 589**	**6 008**	**6 572**	**6 183**	**7 338**

(1) Résultats préliminaires.

(2) Les investissements du gouvernement comprennent ses immobilisations ainsi que les subventions et les prêts pour investissements à des agents économiques extérieurs au secteur public. Les investissements financiers envers d'autres composantes du secteur public sont donc exclus.
Sources : Comptes publics du gouvernement du Québec, Secrétariat du Conseil du trésor et ministère des Finances du Québec.

(3) Les investissements des commissions scolaires, des collèges et des universités ainsi que ceux des établissements de santé et de services sociaux comprennent la part supportée par le gouvernement et celle supportée par les institutions elles-mêmes. Il est à noter que la part supportée par le gouvernement est financée par des subventions pour le service de la dette.
Source : Secrétariat du Conseil du trésor.

(4) À partir de 1997, les placements financiers et les programmes commerciaux ont été exclus.
Source : Hydro-Québec.

(5) Les investissements des entreprises du gouvernement correspondent à l'accroissement des actifs à long terme. On exclut la Société québécoise d'assainissement des eaux dont les investissements sont compris au poste « Organismes municipaux ».
Sources : États financiers des entreprises du gouvernement du Québec et ministère des Finances du Québec.

(6) Les investissements des organismes municipaux comprennent ceux relatifs à l'assainissement des eaux, au transport en commun et aux équipements culturels et communautaires ainsi que les autres investissements des municipalités.
Sources : Secrétariat du Conseil du trésor, ministère des Affaires municipales et de la Métropole et ministère des Finances du Québec.

Le tableau qui suit présente l'évolution comparative des emprunts et des investissements de l'ensemble du secteur public. Les emprunts nets totaux du secteur public incluent, en plus des emprunts nets à long terme mentionnés précédemment, les emprunts effectués à moins d'un an au titre des opérations de financement à long terme, y compris les bons du trésor et les billets de trésorerie émis par le gouvernement, de même que le surplus annuel du passif au titre des régimes de retraite du gouvernement. Au cours des quatre dernières années, les emprunts nets du secteur public ont été systématiquement inférieurs à ses investissements. En 2000, le ratio des emprunts nets aux investissements s'est établi à – 0,20.

TABLEAU 2.13

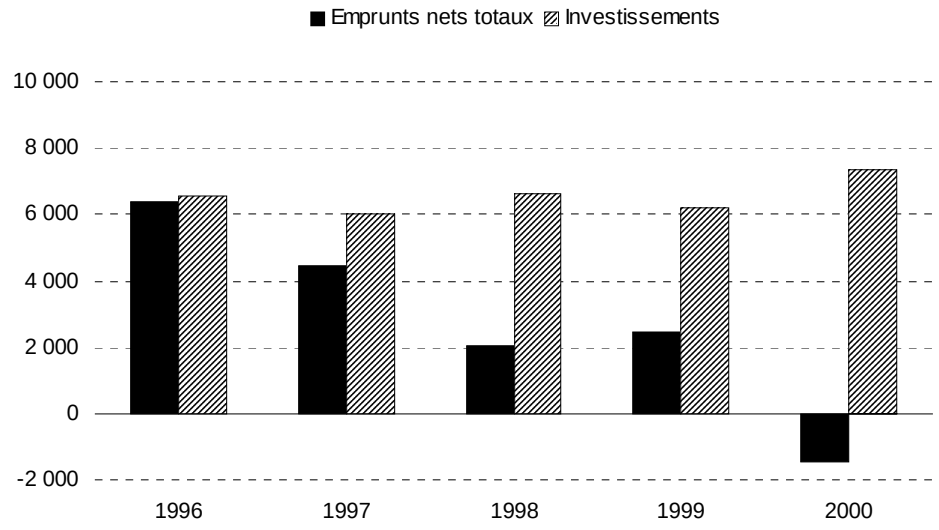
EMPRUNTS NETS TOTAUX ET INVESTISSEMENTS DU SECTEUR PUBLIC
(en millions de dollars)

	Années civiles				
	1996	**1997**	**1998**	**1999**	**2000[1]**
Emprunts nets à long terme	4 706	2 630	987	3 761	140
Montants nets des emprunts à moins d'un an au titre des opérations de financement à long terme	—	—	—	—	—
Surplus annuel du passif au titre des régimes de retraite du gouvernement[2]	1 678	1 827	1 040	– 1 303	– 1 623
Emprunts nets totaux	**6 384**	**4 457**	**2 027**	**2 458**	**– 1 483**
Investissements	**6 589**	**6 008**	**6 572**	**6 183**	**7 338**
Ratio	**0,97**	**0,74**	**0,31**	**0,40**	**– 0,20**

(1) Résultats préliminaires.
(2) Ce montant tient compte des dépôts effectués au Fonds d'amortissement des régimes de retraite ainsi que des revenus de ce fonds.

GRAPHIQUE 2.7

EMPRUNTS NETS TOTAUX ET INVESTISSEMENTS DU SECTEUR PUBLIC
(en millions de dollars)



Données historiques et résultats préliminaires

TABLEAU 2.14

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
(en millions de dollars)

	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001 [1]
Opérations budgétaires				
Revenus autonomes	35 842	38 605	41 047	42 729
Transferts du gouvernement du Canada	5 989	8 090	6 352	8 174
Total des revenus	41 831	46 695	47 399	50 903
Dépenses d'opérations	- 36 645	- 39 382	- 39 997	- 41 789
Service de la dette	- 7 343	- 7 187	- 7 372	- 7 664
Total des dépenses	- 43 988	- 46 569	- 47 369	- 49 453
Réserve pour la santé et les services sociaux, l'éducation, la solidarité sociale et la recherche	—	—	—	-950
Surplus (déficit) budgétaire après réserve	**- 2 157**	**126**	**30**	**500**
Opérations non budgétaires				
Placements, prêts et avances	- 1 315	- 1 402	- 2 022	- 1 638
Immobilisations	- 209	- 217	- 359	- 386
Régimes de retraite	1 888	1 020	1 740	1 749
Autres comptes	109	996	1 328	- 657
Excédent (insuffisance) non budgétaire	**473**	**397**	**687**	**- 932**
Surplus (besoins) financiers nets	**- 1 684**	**523**	**717**	**- 432**
Opérations de financement				
Variation de l'encaisse	473	- 1 983	2 246	- 509
Variation de la dette directe[2]	1 295	2 490	- 132	2 955
Fonds d'amortissement des régimes de retraite[3]	- 84	- 1 030	- 2 831	- 2 014
Total du financement des opérations	**1 684**	**- 523**	**- 717**	**432**

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction. À des fins de comparaison, les données sont présentées sur la base de la structure budgétaire et financière 2001-2002.

(1) Les résultats préliminaires pour 2000-2001 sont établis sur la base des données réelles enregistrées d'avril 2000 à janvier 2001 et d'une estimation arrêtée au 16 mars 2001 des résultats des mois de février et mars pour lesquels des transactions seront inscrites, jusqu'à la fermeture des livres, aux opérations de l'année 2000-2001.

(2) La variation de la dette directe comprend les nouveaux emprunts diminués des remboursements d'emprunts.

(3) Ce fonds d'amortissement est destiné à recevoir des sommes afin de pourvoir éventuellement au versement des prestations de retraite qui sont à la charge du gouvernement, selon les dispositions des régimes de retraite des secteurs public et parapublic. Les revenus produits par ce fonds y sont accumulés et sont portés en diminution de la dépense d'intérêts inscrite à l'égard du passif au titre des régimes de retraite.

TABLEAU 2.15

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
REVENUS BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Revenus autonomes				
Impôts sur les revenus et les biens				
Impôt sur le revenu des particuliers	14 531	15 356	16 029	17 006
Cotisations au Fonds des services de santé	3 893	4 117	4 291	4 458
Impôts des sociétés[1]	3 443	3 406	3 643	4 192
	21 867	22 879	23 963	25 656
Taxes à la consommation				
Ventes	5 488	6 426	6 761	7 499
Carburants	1 486	1 559	1 560	1 528
Tabac	323	523	498	495
	7 297	8 508	8 819	9 522
Droits et permis				
Véhicules automobiles	641	664	667	683
Boissons alcooliques	129	135	139	148
Ressources naturelles[2]	381	242	354	236
Autres	164	168	182	180
	1 315	1 209	1 342	1 247
Revenus divers				
Ventes de biens et services	452	450	422	420
Intérêts	283	346	363	386
Amendes, confiscations et recouvrements	503	402	345	342
	1 238	1 198	1 130	1 148
Revenus provenant des entreprises du gouvernement[3]				
Société des alcools du Québec	378	408	442	471
Loto-Québec	1 068	1 167	1 289	1 305
Hydro-Québec	636	754	1 090	1 083
Autres	652	802	1 122	598
	2 734	3 131	3 943	3 457
Organismes consolidés	1 391	1 680	1 850	1 699
Total des revenus autonomes	**35 842**	**38 605**	**41 047**	**42 729**
Transferts du gouvernement du Canada				
Programmes				
Péréquation	4 229	5 385	4 387	5 650
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 660	1 697	1 120	1 597
Contributions aux programmes de bien-être	—	—	11	—
FPE et autres transferts liés aux accords fiscaux	26	60	11	30
Autres programmes	- 244	690	553	648
Organismes consolidés	318	258	270	249
Total des transferts du gouvernement du Canada	**5 989**	**8 090**	**6 352**	**8 174**
Total des revenus budgétaires	**41 831**	**46 695**	**47 399**	**50 903**

(1) Comprend l'impôt sur les profits des sociétés, la taxe sur le capital et celle sur les primes qui en tient lieu pour les compagnies d'assurances, ainsi que la taxe sur les télécommunications, le gaz et l'électricité à compter de 2000-2001.
(2) Comprend les ressources forestières, minières et hydrauliques.
(3) Selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

TABLEAU 2.16

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
DÉPENSES BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

Ministères et organismes	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Dépenses d'opérations				
Assemblée nationale	67	74	74	81
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	36	94	41	43
Affaires municipales et Métropole	1 189	996	1 099	1 343
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	515	550	531	677
Conseil du trésor, Administration et Fonction publique[1]	587	412	372	491
Conseil exécutif	41	44	179	61
Culture et Communications	429	524	496	532
Education	9 449	9 580	9 825	10 079
Emploi et Solidarité sociale	3 779	4 158	4 064	4 101
Environnement	158	190	271	235
Famille, Enfance et Condition féminine	1 278	1 470	1 497	1 537
Faune et Parcs	121	111	80	147
Finances (excluant le service de la dette)	312	354	303	465
Industrie et Commerce	167	130	155	266
Justice	454	486	459	469
Recherche, Science et Technologie	143	258	299	257
Régions	105	135	152	144
Relations avec les citoyens et Immigration	137	147	142	179
Relations internationales	77	88	98	102
Ressources naturelles	300	369	485	337
Revenu	1 085	845	721	710
Santé et Services sociaux	12 923	14 596	14 828	15 993
Sécurité publique	664	703	701	745
Tourisme, Loisir et Sport	104	121	173	134
Transports	1 363	1 507	1 578	1 491
Travail	68	72	81	72
Dépenses de programmes	35 551	38 014	38 704	40 691
Organismes consolidés	1 094	1 368	1 293	1 098
Total des dépenses d'opérations	**36 645**	**39 382**	**39 997**	**41 789**
Service de la dette				
Fonds consolidé du revenu	6 766	6 574	6 751	6 996
Organismes consolidés	577	613	621	668
Total du service de la dette	**7 343**	**7 187**	**7 372**	**7 664**
Total des dépenses budgétaires	**43 988**	**46 569**	**47 369**	**49 453**

(1) Les résultats préliminaires 2000-2001 contiennent des provisions permettant des virements à d'autres ministères et organismes entre la date de production des documents budgétaires et la fin de l'exercice financier.

TABLEAU 2.17

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Placements, prêts et avances				
Fonds consolidé du revenu				
ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT				
CAPITAL-ACTIONS ET MISE DE FONDS :				
Société générale de financement du Québec	- 90	-40	-150	-350
Société Innovatech du Grand Montréal	—	-101	-35	-42
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	—	-31	-9	-11
Société Innovatech Sud du Québec	—	-7	-4	-4
Société Innovatech Régions ressources	—	—	-8	-10
Autres	-3	-5	-1	-4
	- 93	- 184	- 207	- 421
VARIATION DE LA VALEUR DE CONSOLIDATION DES PLACEMENTS	-931	-1 282	-1 798	-1 153
PRÊTS ET AVANCES :				
Société générale de financement du Québec	9	—	14	—
Société Innovatech du Grand Montréal	-36	62	—	—
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	- 14	21	—	—
Société Innovatech Sud du Québec	—	3	—	—
Autres	—	—	10	—
	- 41	86	24	—
Total des entreprises du gouvernement	-1 065	- 1 380	- 1 981	- 1 574
PARTICULIERS, SOCIÉTÉS ET AUTRES	-356	-119	-53	-163
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX	5	3	6	2
	- 1 416	- 1 496	- 2 028	- 1 735
Organismes consolidés	101	94	6	97
Total des placements, prêts et avances	**- 1 315**	**- 1 402**	**- 2 022**	**- 1 638**
Immobilisations				
Fonds consolidé du revenu				
Investissements nets	-117	-69	-85	-157
Amortissement	381	372	354	346
	264	303	269	189
Organismes consolidés	-473	-520	-628	-575
Total des immobilisations	**-209**	**-217**	**-359**	**-386**

TABLEAU 2.17 (SUITE)

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Régimes de retraite				
PARTICIPATION DU GOUVERNEMENT				
Participation du gouvernement à titre d'employeur:				
RREGOP:				
Coût annuel des prestations constituées[1]	608	693	754	973
Amortissement des gains (-) ou pertes actuariels	—	66	77	66
Amortissement du passif actuariel non inscrit et du coût des modifications au régime	—	—	44	—
Autres régimes:				
Coût annuel des prestations constituées[1]	135	147	140	167
Amortissement des gains (-) ou pertes actuariels	—	—	62	20
Amortissement du passif actuariel non inscrit et du coût des modifications aux régimes	—	24	—	—
Total de la participation du gouvernement	743	930	1 077	1 226
Cotisations des employeurs autonomes	22	8	24	8
Cotisations des participants	120	206	124	110
Total des cotisations	142	214	148	118
Prestations, remboursements et frais d'administration	-2 046	-2 624	-2 336	-2 565
Intérêts à l'égard du passif au titre des régimes de retraite imputés au service de la dette[2]	3 049	2 500	2 851	2 970
Total des régimes de retraite	**1 888**	**1 020**	**1 740**	**1 749**
Autres comptes				
Fonds consolidé du revenu	553	909	1 021	-521
Organismes consolidés	-444	87	307	-136
Total des autres comptes	**109**	**996**	**1 328**	**- 657**
Total des opérations non budgétaires	**473**	**397**	**687**	**- 932**

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.

(1) Coût des prestations de retraite constituées au cours de l'année financière, calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de services. Le coût annuel des prestations constituées inclut la charge de retraite des organismes consolidés, soit 40 millions de dollars en 2000-2001.

(2) Excluant les revenus produits par le Fonds d'amortissement des régimes de retraite.

TABLEAU 2.18

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT
(en millions de dollars)

	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Variation de l'encaisse				
Fonds consolidé du revenu	-22	-2 831	2 325	-971
Organismes consolidés	495	848	-79	462
Total de la variation de l'encaisse	**473**	**-1 983**	**2 246**	**-509**
Variation de la dette directe				
Fonds consolidé du revenu				
Nouveaux emprunts	9 027	9 355	5 189	7 580
Remboursements d'emprunts	-8 015	-6 399	-5 509	-4 595
	1 012	2 956	- 320	2 985
Organismes consolidés				
Nouveaux emprunts	1 094	296	891	1 001
Remboursements d'emprunts	-811	-762	-703	-1 031
	283	-466	188	-30
Total de la variation de la dette directe	**1 295**	**2 490**	**- 132**	**2 955**
Fonds d'amortissement des régimes de retraite[(1)]	**-84**	**-1 030**	**-2 831**	**-2 014**
Total du financement des opérations	**1 684**	**- 523**	**- 717**	**432**

N.B. : Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, un montant négatif indique une augmentation et un montant positif une réduction.

(1) Ce fonds d'amortissement est destiné à recevoir des sommes afin de pourvoir éventuellement au versement des prestations de retraite qui sont à la charge du gouvernement, selon les dispositions des régimes de retraite des secteurs public et parapublic. Les revenus produits par ce fonds y sont accumulés et sont portés en diminution de la dépense d'intérêts inscrite à l'égard du passif au titre des régimes de retraite.

TABLEAU 2.19

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2000-2001 POUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Montant en dollars canadiens[1]	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt[2]	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur[3]
(en millions)		(%)			($)	(%)
15[4]	—	4,50	19 mai	2026-12-01	105,034	4,184
395	—	6,50	23 mai	2005-12-01	98,702	6,785
5[4]	—	4,50	14 juin	2026-12-01	105,142	4,177
389	—	6,25	27 juin	2032-06-01	97,157	6,461
394	—	6,25	1 août	2010-12-01	98,446	6,457
391	—	6,25	22 août	2032-06-01	97,642	6,424
394	—	6,25	1 septembre	2010-12-01	98,512	6,449
20[4]	—	4,50	7 septembre	2026-12-01	106,938	4,067
384	—	6,25	6 novembre	2032-06-01	96,090	6,544
6[4]	—	4,50	11 décembre	2026-12-01	110,054	3,882
62[4]	—	4,50	19 décembre	2026-12-01	110,379	3,863
1 493	1 000 $US	6,125	22 janvier	2011-01-22	99,139	6,242
7[4]	—	4,50	9 février	2026-12-01	112,489	3,741
7[4]	—	4,50	9 février	2026-12-01	112,489	3,741
6[4]	—	4,50	9 février	2026-12-01	112,506	3,740
2[4]	—	4,50	13 février	2021-12-01	110,769	3,750
2[4]	—	4,50	13 février	2021-12-01	110,769	3,750
11[4]	—	4,25	13 février	2031-12-01	109,421	3,733
213	150 €	5,125[5]	27 février	2007-12-27	101,872	4,800
466	—	6,50	2 mars	2005-12-01	104,536	5,402
220	280 $A	5,75	7 mars	2006-02-15	99,656	5,830
95	120 $A	Variable[6]	7 mars	2006-02-15	100,000	Variable
1 367[7]	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
696[8]	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
520[9]	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
17[10]	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
6[11]	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
1[12]	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
– 4[13]	Diverses	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
7 580						

(1) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.
(2) Les intérêts sont payables semestriellement à moins d'une note indiquant une autre fréquence.
(3) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.
(4) Obligations à rendement réel. Le capital et le taux d'intérêt de ces obligations sont rajustés en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation au Canada.
(5) Les intérêts sont payables annuellement.
(6) Les intérêts sont payables trimestriellement.
(7) Emprunts souscrits en entier par la Caisse de dépôt et placement du Québec.
(8) Billets à moyen terme sur le marché canadien.
(9) Produits d'épargne émis par Placements Québec.
(10) Billets à moyen terme sur divers marchés européens.
(11) Emprunts auprès du Fonds de placement du régime de pensions du Canada.
(12) Programme immigrants-investisseurs.
(13) Montant déboursé en vertu de conventions d'échange de taux d'intérêt et de devises.

N.B. : Le gouvernement du Québec dispose, auprès de diverses banques et institutions financières, de conventions de crédit pour un montant de 3 500 millions de dollars américains. Aucun tirage n'est en cours sur ces conventions de crédit.

TABLEAU 2.20

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2000-2001 POUR LES ORGANISMES CONSOLIDÉS

Montant en dollars canadiens[1]	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt[2]	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur[3]
(en millions)		(%)			($)	(%)
56	—	6,50	2 mars	2005-12-01	104,536	5,402
900[4]	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
45[5]	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
1 001						

(1) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.
(2) Les intérêts sont payables semestriellement à moins d'une note indiquant une autre fréquence.
(3) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.
(4) Emprunts souscrits en entier par la Caisse de dépôt et placement du Québec.
(5) Billets à moyen terme sur le marché canadien.

TABLEAU 2.21

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2000-2001 PAR FINANCEMENT-QUÉBEC[1]

Montant en dollars canadiens[2]	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt[3]	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur[4]
(en millions)		(%)			($)	(%)
175	—	6,25	20 juillet	2003-12-01	99,982	6,253
25	—	6,25	31 juillet	2003-12-01	99,782	6,320
25	—	6,25	1 août	2003-12-01	99,823	6,306
25	—	6,25	4 août	2003-12-01	99,537	6,403
50	—	6,25	10 août	2003-12-01	99,900	6,280
10	—	6,25	11 août	2003-12-01	99,992	6,249
10	—	6,25	11 août	2003-12-01	99,965	6,258
50	—	6,25	14 août	2003-12-01	100,065	6,224
50	—	6,25	14 août	2003-12-01	100,000	6,246
105	—	Variable[5]	14 août	2003-12-01	99,996	Variable
3	—	6,25	15 août	2003-12-01	100,110	6,209
3	—	6,25	15 août	2003-12-01	100,110	6,209
15	—	6,25	15 août	2003-12-01	100,110	6,209
50	—	6,25	15 août	2003-12-01	100,071	6,222
25	—	6,25	16 août	2003-12-01	100,126	6,203
9	—	6,25	16 août	2003-12-01	100,085	6,217
51	—	6,25	16 août	2003-12-01	100,094	6,214
25	—	Variable[5]	16 août	2003-12-01	100,026	Variable
3	—	6,30	16 août	2006-06-01	99,888	6,321
3	—	6,30	16 août	2006-06-01	99,888	6,321
25	—	6,25	17 août	2003-12-01	100,173	6,187
10	—	6,30	17 août	2006-06-01	99,955	6,307
87	—	6,30	17 août	2006-06-01	99,931	6,312
10	—	6,30	17 août	2006-06-01	100,031	6,291
10	—	6,30	17 août	2006-06-01	100,031	6,291
16	—	6,30	18 août	2006-06-01	100,127	6,271
21	—	6,30	18 août	2006-06-01	100,127	6,271
40	—	6,25	18 août	2003-12-01	100,220	6,171
10	—	6,30	18 août	2006-06-01	99,950	6,308
10	—	6,30	18 août	2006-06-01	100,017	6,294
20	—	6,30	21 août	2006-06-01	99,739	6,352
10	—	6,30	21 août	2006-06-01	99,806	6,338
15	—	6,30	21 août	2006-06-01	99,749	6,350
30	—	6,30	22 août	2006-06-01	99,864	6,326
30	—	6,30	24 août	2006-06-01	99,931	6,312
73	—	6,25	1 septembre	2015-12-01	97,847	6,473
24	—	6,25	1 septembre	2015-12-01	97,847	6,473
59	—	6,25	1 septembre	2015-12-01	97,847	6,473
10	—	6,25	8 septembre	2015-12-01	98,858	6,367
15	—	6,25	8 septembre	2015-12-01	98,724	6,381
23	—	6,30	4 octobre	2006-06-01	100,555	6,180
111	—	6,25	18 décembre	2003-12-01	101,399	5,727
194	—	6,30	18 décembre	2006-06-01	101,908	5,885
52	—	6,25	21 décembre	2015-12-01	100,507	6,197
25	—	6,25	21 décembre	2015-12-01	100,604	6,187
13	—	6,25	21 décembre	2015-12-01	100,643	6,183
8	—	6,25	21 décembre	2015-12-01	100,837	6,163
27	—	6,25	27 décembre	2015-12-01	100,507	6,197
1 690						

(1) Financement-Québec est une entreprise du gouvernement créée en 1999-2000 pour faire des prêts à certains établissements du secteur public du Québec, notamment ceux des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation. Auparavant, ces établissements empruntaient auprès du Fonds de financement. Financement-Québec emprunte sur les marchés financiers en son nom propre, avec la garantie du gouvernement.
(2) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.
(3) Les intérêts sont payables semestriellement à moins d'une note indiquant une autre fréquence.
(4) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.
(5) Les intérêts sont payables trimestriellement.

TABLEAU 2.22

EMPRUNTS RÉALISÉS EN 2000 PAR HYDRO-QUÉBEC

Montant en dollars canadiens[1]	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt[2]	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur[3]
(en millions)		(%)			($)	(%)
499[4]	—	Variable[5]	28 janvier	2005-01-28	99,757	Variable
398	—	6,50	12 juin	2011-02-15	99,502	6,564
404	—	6,50	28 août	2011-02-15	101,085	6,356
777[6]	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
2 078						

(1) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.
(2) Les intérêts sont payables semestriellement à moins d'une note indiquant une autre fréquence.
(3) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.
(4) Emprunt en dollars canadiens sur le marché mondial.
(5) Les intérêts sont payables trimestriellement.
(6) Billets à moyen terme sur le marché canadien.

N.B. : Hydro-Québec dispose, auprès de diverses banques et institutions financières, de conventions de crédit pour un montant équivalent à 1 800 millions de dollars américains. Aucun tirage n'était en cours sur ces conventions de crédit au 31 décembre 2000.

Section 2 Annexe 2.1

Prévisions redressées du Discours sur le budget 2000-2001 et résultats préliminaires 2000-2001 selon la structure budgétaire 2001-2002

TABLEAU 2.1.1

PRÉVISIONS REDRESSÉES DU DISCOURS SUR LE BUDGET 2000-2001 ET RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES 2000-2001 SELON LA STRUCTURE BUDGÉTAIRE 2001-2002
(en millions de dollars)

	Prévisions présentées dans le Discours sur le budget du 14 mars 2000			
	Structure budgétaire 2000-2001	**Redressements[1]**	**Structure budgétaire 2001-2002**	**Résultats préliminaires**
Revenus				
Impôts sur les revenus et les biens	24 245	43	24 288	25 966
Taxes à la consommation	9 355	—	9 355	9 657
Droits et permis	1 471	—	1 471	1 417
Revenus divers	2 448	—	2 448	2 232
Revenus provenant des entreprises du gouvernement	3 428	—	3 428	3 457
Revenus autonomes	40 947	43	40 990	42 729
Transferts du gouvernement du Canada	7 306	—	7 306	8 174
Total des revenus	**48 253**	**43**	**48 296**	**50 903**
Dépenses				
Santé et Services sociaux	– 16 034	—	– 16 034	– 16 473
Éducation et Culture	– 10 797	—	– 10 797	– 10 825
Soutien aux personnes et aux familles	– 4 726	– 43	– 4 769	– 4 845
Économie et Environnement	– 5 713	—	– 5 713	– 5 990
Gouverne et Justice	– 3 558	—	– 3 558	– 3 656
Sous-total	– 40 828	– 43	– 40 871	– 41 789
Service de la dette	– 7 425	—	– 7 425	– 7 664
Total des dépenses	**– 48 253**	**– 43**	**– 48 296**	**– 49 453**
Réserve pour la santé et les services sociaux, l'éducation, la solidarité sociale et la recherche	**—**	**—**	**—**	**– 950**
Surplus budgétaire après réserve	**—**	**—**	**—**	**500**

(1) Les redressements requis pour rendre les données du budget 2000-2001 comparables à celles du budget 2001-2002 découlent de la mise en place de la politique familiale à l'égard des places à contribution réduite dans les services de garde qui a pour effet d'augmenter les revenus et les dépenses de 43 millions de dollars.

Section 2 Annexe 2.2

Résultats des organismes consolidés

Résultats des organismes consolidés

Les revenus provenant des organismes consolidés totalisent 1 948 millions de dollars, en baisse de 178 millions de dollars par rapport au Discours sur le budget de mars dernier. Quant aux dépenses, elles s'établissent à 1 766 millions de dollars, une diminution de 277 millions de dollars. Ces variations proviennent principalement du fait que les opérations effectuées par ces organismes à l'intérieur du périmètre comptable du gouvernement ont été plus élevées qu'initialement prévu.

Les résultats nets des organismes consolidés montrent un surplus de 182 millions de dollars, soit 99 millions de dollars de plus qu'anticipé au Discours sur le budget de mars 2000. Les résultats sont meilleurs que prévu pour certains organismes notamment le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail et Investissement-Québec.

TABLEAU 2.2.1

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS NETS DES ORGANISMES CONSOLIDÉS(1)
(en millions de dollars)

	1999-2000			2000-2001
	Résultats réels	**Discours sur le budget du 2000-03-14**	**Résultats préliminaires**	**Variations par rapport au budget**
Revenus autonomes	1 850	1 870	1 699	– 171
Transferts du gouvernement du Canada	270	256	249	– 7
Total des revenus	**2 120**	**2 126**	**1 948**	**– 178**
Dépenses d'opérations	– 1 293	– 1 368	– 1 098	270
Service de la dette	– 621	– 675	– 668	7
Total des dépenses	**– 1 914**	**– 2 043**	**– 1 766**	**277**
Résultats nets	**206**	**83**	**182**	**99**

N.B.: Un montant négatif indique un besoin de financement et un montant positif une source de financement.
(1) Les données apparaissant à ce tableau excluent les transactions effectuées avec d'autres entités à l'intérieur du périmètre comptable du gouvernement.